

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DÉBATS PARLEMENTAIRES

### ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F  
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE  
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION  
26, RUE DESAIX, PARIS 15<sup>e</sup>

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE  
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2<sup>e</sup> Législature

2<sup>e</sup> SESSION ORDINAIRE DE 1963-1964

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 13<sup>e</sup> SÉANCE

1<sup>re</sup> Séance du Mardi 28 Avril 1964.

#### SOMMAIRE

1. — Nomination d'un membre de commission (p. 965).
2. — Politique étrangère. — Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration (p. 965).  
M. Couve de Murville, ministre des affaires étrangères.  
MM. Duhamel Bettencourt, Réthoré, Odru.  
Renvoi de la suite du débat.
3. — Ordre du jour (p. 976).

#### PRESIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

#### NOMINATION D'UN MEMBRE DE COMMISSION

M. le président. Le groupe de l'union pour la nouvelle république-union démocratique du travail a désigné M. Orabona pour siéger à la commission de la production et des échanges.

Cette candidature a été affichée le vendredi 24 avril et publiée à la suite du compte rendu de la séance du même jour et au *Journal officiel* du 25 avril.

\* (2 f.)

Elle sera considérée comme ratifiée et la nomination prendra effet à l'expiration du délai d'une heure suivant le présent avis, sauf opposition signée par trente députés au moins et formulée avant l'expiration de ce délai.

— 2 —

#### POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration.

M. le président. L'ordre du jour appelle une déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère et le débat sur cette déclaration.

En application de l'article 132 du règlement, j'ai organisé le débat dans le cadre des séances de cet après-midi, de 16 heures à 18 heures 30, de ce soir, de 21 heures à minuit, et de demain après-midi, de 15 heures à 18 heures 30.

L'ordre et la durée des interventions sont affichés.

La parole est à M. le ministre des affaires étrangères. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères. Mesdames, messieurs, au moment où s'ouvre devant l'Assemblée nationale le troisième débat de politique étrangère

de la présente législature, je crois qu'il est permis de constater, sans outrecuidance, que la France a maintenant retrouvé sa place dans tous les secteurs des affaires du monde.

Ce retour n'a bien entendu été possible que parce qu'elle a su régler, à l'intérieur d'elle-même, les grands problèmes auxquels elle se trouvait confrontée, depuis quinze ans, et d'abord le plus difficile, le plus lourd, celui de la décolonisation. Je pense en particulier à la fin du drame de l'Algérie, c'est-à-dire à l'accession de ce pays à l'indépendance, dont certains avaient, de bonne foi, pensé qu'elle marquerait le repli sur ce qu'ils appelaient l'hexagone, autrement dit le renoncement.

Une telle rentrée sur la scène mondiale n'a, d'autre part, eu de signification réelle, donc de portée, que parce qu'en même temps qu'elle en retrouvait les moyens, la France a su orienter son action d'une façon positive et constructive, c'est-à-dire dans le sens de l'évolution générale du monde, qu'il s'agisse, non seulement et encore une fois de la décolonisation, mais aussi des rapports entre les grandes puissances, des relations à établir avec les nouvelles nations du tiers monde, des conséquences proches et lointaines de l'existence de l'armement nucléaire, c'est-à-dire des conditions modernes de l'équilibre des forces et par conséquent de la paix. Aller dans le sens de l'évolution générale ne veut pas dire, et de loin, ne pas aller à contre-courant des idées reçues. Ceci explique bien des résistances et bien des oppositions, alors qu'aujourd'hui, plus que jamais, la cadence sans cesse accélérée des changements met à l'épreuve les facultés d'adaptation.

Voilà ce qui frappe dès l'abord, lorsque l'on cherche à broser le tableau général de nos affaires extérieures, tant la physiologie du monde est différente de ce qu'elle était, non pas même il y a dix ou quinze ans, mais il y a douze ou dix-huit mois. Même lorsque les changements sont reconnus, parce que l'évidence est aveuglante, le refus d'ailleurs subsiste souvent d'en tirer les conséquences qui cependant en découlent, et donc s'imposent, tôt ou tard, inéluctablement.

Que l'Europe, économiquement rétablie, et engagée sur la voie de l'unité, doive reprendre un rôle majeur dans la politique internationale, et d'abord dans la détermination de son propre avenir, cela est aujourd'hui une idée reçue. Mais l'hésitation apparaît aussitôt, lorsqu'il s'agit d'en tirer les conséquences quant à l'organisation de la défense, c'est-à-dire de l'Alliance atlantique, ou lorsqu'il s'agit de savoir s'il convient d'établir cette Europe comme une puissance par elle-même, non de la diluer à l'avance dans un ensemble où elle perdrait aussitôt sa personnalité.

Que l'arme atomique soit l'arme décisive, c'est un truisme universellement proclamé. Mais qu'à défaut d'une interdiction par accord international de toute fabrication ou détention par quiconque, les Etats soucieux de leurs responsabilités en matière de défense et capables de le faire s'efforcent d'en doter leur armée, nous entrons dans le domaine des tabous.

Que la Chine soit un grand pays et que son actuel gouvernement soit établi pour longtemps n'est plus guère discuté. Mais nouer avec elle, comme jadis on le fit avec l'Union soviétique, des relations diplomatiques normales, voilà qui assurément ne peut être qu'inspiré du désir de contrarier des puissances amies, sinon de heurter la conscience universelle.

Quelles que soient cependant les difficultés et les routines, l'opinion évolue. C'est déjà beaucoup que les transformations intervenues soient reconnues et que celles qui sont en cours ne soient pas systématiquement niées. Peu à peu s'établit ainsi la conviction que le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de naguère, et qu'à vouloir s'en tenir au passé on risque, comme il vient d'être dit en d'autres lieux, d'entretenir des mythes, par conséquent de vivre sur des illusions dangereuses.

Le monde de 1950, c'était la division en deux camps fermement conduits par les deux grandes puissances nucléaires, plus un tiers monde en proie à tous les complexes et plongé dans la crise violente de la décolonisation.

Depuis, à très peu d'exceptions, les pays de ce tiers monde sont devenus indépendants et souverains. Si, et de loin, tous les complexes n'ont pas disparu, les problèmes ne sont plus ceux de l'émancipation, mais ceux qui découlent de l'acquisition de la responsabilité nationale et des nécessités du développement. Alors apparaissent les immenses besoins non satisfaits et une diversité d'intérêts nationaux qui se substitue sans transition à la solidarité face aux anciens colonisateurs et à leurs amis. Déjà, groupements et regroupements s'opèrent. Déjà, lorsque le tiers monde cherche encore à se réunir dans l'espoir de retrouver l'unanimité d'antan, on ne sait trop s'il va le faire à Belgrade ou à Bandoeng, et si ses sympathies vont aller à la Chine à la Russie, ou tout simplement à lui-même.

Quant aux blocs de l'Est et de l'Ouest, l'équilibre de la terreur, manifesté sans équivoque au moment de la crise de Cuba

de l'automne 1962, semble exclure pour le moment, de leur propre accord ou de leur propre aveu, un affrontement direct des deux principales puissances nucléaires. Les menaces subsistent, certes, mais dans un contexte différent, et qui devrait nous rendre en Europe particulièrement attentifs à notre propre défense. Ce nouvel équilibre s'établit, alors qu'à l'intérieur de chaque camp les conditions sont réunies pour un certain retour à la pluralité.

A l'Est, tout est naturellement dominé par l'affrontement de la Chine et de la Russie; il s'agit d'un véritable éclatement, résultant d'abord d'une opposition d'intérêts nationaux; qui va jusqu'aux conflits traditionnels de frontière. Les pays de l'Europe centrale en ont profité pour accélérer une tendance déjà marquée à l'émancipation, et se comportent de telle sorte que l'appellation péjorative de satellites devient, sauf, pour l'Allemagne de l'Est, de moins en moins justifiée.

A l'Ouest, à l'opposé, il n'existe pas de conflits. Les intérêts profonds demeurent, *mutatis mutandis*, communs. L'alliance est une réalité et une nécessité reconnues par tous. Mais cette solidarité dans l'essentiel n'empêche pas que l'alignement automatique de naguère soit devenu anachronisme, et que, peu à peu et plus ou moins, certains retrouvent leur personnalité et leur liberté d'allure. Effet naturel du rétablissement économique, conséquence d'une situation où la menace, sans être beaucoup moins réelle, est devenue plus diffuse, réveil enfin d'un besoin de se retrouver soi-même.

La France n'a pas été la dernière à s'engager dans ces voies, qui semblaient un moment audacieuses, et qui mènent en définitive à retrouver des conditions normales. Ayant réglé tous les grands problèmes de son passé, elle a recouvré, d'autre part, une liberté d'action qu'aucune autre nation ne connaît aujourd'hui. Seule des principaux de ce monde, elle se trouve n'avoir à faire face, dans un ensemble aussi troublé que jamais, à aucune crise qui lui soit propre. Enfin le général de Gaulle demeure à sa tête.

Tout ceci, des esprits chagrins le qualifient de retour à un nationalisme périmé, comme si le souci de son identité nationale et la défense de ses intérêts essentiels devaient dans le monde d'aujourd'hui n'être permis qu'aux très grands ou aux tout nouveaux. (*Très bien! très bien!* et *applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*) La critique n'est pas plus sérieuse que celle, que l'on n'ose d'ailleurs plus guère formuler, et qui avançait que d'avoir sa politique et de prétendre la faire valoir conduisait à l'isolement. Grievs aussi dérisoires l'un que l'autre, si l'on imagine le vide que créerait dans l'univers l'effacement de cette nouvelle figure de la France.

Aux yeux de tous, la politique française est faite d'abord de deux principes fondamentaux, qui ont toujours été les siens au cours de l'histoire, celui de l'indépendance nationale et celui de la solidarité humaine: indépendance nationale, parce qu'il se trouve qu'aujourd'hui, comme jadis, et comme encore longtemps sans doute, le monde est fait de nations qui ne peuvent coexister pacifiquement que dans le respect mutuel; solidarité humaine, parce qu'aucune de ces nations ne peut prétendre vivre isolément, que trop d'intérêts essentiels sont communs, parce qu'au-delà des réalités d'aujourd'hui, l'objectif demeure la promotion universelle de l'homme, condition première de la paix.

Mesdames, messieurs, depuis qu'en novembre 1962 l'affaire de Cuba a démontré l'impossibilité ou le refus de la guerre nucléaire et depuis que, de ce fait, les problèmes du monde occidental et de la Russie en sont au point mort, sinon encore à la détente, c'est en Asie que se concentrent les crises et les guerres locales: conflit entre la Chine et l'Inde, affrontement de longue date de l'Inde et du Pakistan à propos du Cachemire, drames indéfiniment prolongés de la péninsule indochinoise, confrontation toute récente entre la Malaisie et l'Indonésie.

Partout on y retrouve, à l'origine ou dans les développements, la manifestation de cet événement majeur de la période où nous vivons qu'a été la réapparition de la Chine comme une grande puissance unie. La Chine est réapparue et s'est unifiée sous un régime communiste; c'est donc sous l'étiquette du communisme qu'on traite le plus souvent du problème. Mais celui-ci n'est tel que parce qu'il s'agit de la Chine et de ses 700 millions d'hommes. Il n'aurait sans doute guère été différent si un autre régime avait su opérer la réunification.

Pendant des années, la guerre d'Indochine, puis la guerre d'Algérie n'ont pas permis au Gouvernement français de tirer les conséquences de ce fait essentiel.

Dès qu'il a eu la liberté de l'envisager, la solution s'est évidemment imposée à lui. Après mûre réflexion et compte tenu du résultat des négociations engagées à l'automne dernier avec le Gouvernement de Pékin, il a pris sa décision et l'a annoncée le 27 janvier, après avoir donné aux puissances amies et alliées principalement intéressées toutes les informations et explications

souhaitables. Décision d'importance à en juger seulement par les commentaires de toutes sortes dont elle a partout été suivie ; décision louée par les uns, critiquée par les autres, tant il est malaisé de faire l'unanimité lorsque l'on cherche à mettre en harmonie ses actes et son jugement ; mais décision qui va dans l'intérêt évident de la France, lequel est d'être partout présente, de ne pas nier les évidences et de chercher par des voies réalistes la solution des grands problèmes ; décision qui, par là, sert en définitive les intérêts de l'Occident tout entier.

La reconnaissance par la France de la République populaire de Chine est intervenue alors qu'éclatait au grand jour le conflit sino-russe et que la situation en Indochine s'aggravait dangereusement. Coïncidence des faits ; coïncidence des politiques aussi. Nous ne pouvons penser, pour notre part, qu'aucun des problèmes de l'Asie soit réglé sans le concours, d'une manière ou d'une autre, de la Chine et nous savons que celle-ci poursuit à tous égards, y compris en Indochine, sa propre politique.

Dix ans après les accords de Genève, le Laos, le Cambodge et le Vietnam ne connaissent pas la paix. Ils restent divisés ou menacés, quand il ne sont pas, comme le Vietnam du Sud, toujours ravagés par les combats. C'est que, pour bien des raisons, ce qui avait été convenu en 1954, n'a, en fait, jamais été appliqué : réunification du Laos, constitution au Sud Vietnam d'un régime national et non engagé, en attendant que puissent être remplies les conditions d'une réunification du Vietnam tout entier dans la liberté et dans l'indépendance. Seul le Cambodge, avec la sympathie et l'appui fidèle de la France, a su rester en dehors de l'affrontement des puissances et préserver son unité.

Il est superflu de chercher les responsabilités d'une situation que les pays communistes ont su, à tout moment, exploiter à leur profit, avec une efficacité qui ne se dément pas. Mais ce que nous, Français, pouvons dire, forts d'une expérience indochinoise de 90 ans, et, hélas ! d'une guerre de sept années, c'est d'abord, encore une fois, qu'il est vain de chercher à régler sans la Chine le sort du Viet-Nam ; c'est, en second lieu, qu'une guerre de pourrissement est une entreprise dont il est dur de se dégager ; c'est enfin qu'il serait naïf de penser que, placé où il l'est, aux bords du Pacifique, entre la puissance militaire chinoise et la puissance militaire américaine, le Viet-Nam — je veux dire le Viet-Nam tout entier — pourrait retrouver la paix et acquérir l'indépendance autrement que dans la neutralité.

En dire publiquement davantage ne serait pas sage, alors que nous préconisons les voies de la réflexion et de la politique, alors que nos amis américains sont aussi profondément engagés, alors surtout que le calvaire du peuple vietnamien se poursuit, ce peuple vietnamien auquel le peuple français est attaché par tant de liens forgés dans l'amitié. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

La situation européenne contraste de manière frappante avec celle de l'Asie. A part la malheureuse affaire de Chypre, où s'affrontent deux pays qui sont nos alliés et que tout, à commencer par le bon sens, devrait cependant pousser à l'entente et à la coopération, l'Europe ne connaît pas de crises violentes depuis que les Russes semblent avoir, au moins provisoirement, renoncé à leurs entreprises contre Berlin. Elle devrait donc pouvoir se concentrer sur ses propres problèmes, et d'abord sur celui, à l'occident du continent, de son unité.

Le Marché commun reste, bien entendu, la clef de cette unité. Il a connu l'an dernier une rude secousse, pris qu'il s'est trouvé entre la perspective de s'étendre dans des conditions qui auraient profondément transformé sa physiologie, lui enlevant en fait son caractère européen, et la perspective d'une dislocation. La crise a été surmontée dans des conditions dont, je crois, tous les partenaires se félicitent. La communauté s'est, en fin d'année, retrouvée vivante et renforcée lorsqu'elle a su se mettre d'accord sur la seconde partie de sa politique agricole commune. Succès éclatant, qui a déjoué les prédictions des sceptiques, et auquel la France est heureuse d'avoir apporté une contribution décisive. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

Dès lors, l'année présente a commencé sous de bons auspices : une attitude positive et bien définie en vue des grandes discussions tarifaires de la négociation Kennedy, un accord unanime pour entreprendre et mener à bien la fusion des institutions, puis des communautés elles-mêmes, enfin une prise de conscience de la solidarité des six pays dans le domaine de la politique économique et financière, c'est-à-dire, dans la conjoncture actuelle, de la lutte contre l'inflation. L'union douanière peu à peu se transforme en véritable union économique.

Dans le domaine politique par contre, la situation reste incertaine. C'est que nous nous trouvons ici au cœur d'un problème

à la fois européen et mondial, dont l'ampleur explique, sinon justifie, les hésitations, mais au sujet duquel il est vraiment nécessaire de dissiper les équivoques. Il ne s'agit pas, mesdames, messieurs, de la querelle dérisoire de la supranationalité. Le seul fait que ceux qui se prévalent de cette formule, au demeurant elle-même équivoque, se déclarent prêts à y renoncer dès le moment où la Grande-Bretagne se joindrait à nous, suffit à démontrer la vanité d'une telle querelle. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

Le problème n'est plus celui-là, s'il l'a jamais été. De toute manière, nul ne peut dire ce que sera l'Europe unie au terme de son évolution. Ce qui importe est de commencer sur la base de ce qui existe, c'est-à-dire les nations et les gouvernements, et, de toute manière, l'évolution sera longue.

Le problème est de savoir s'il y a une volonté et quelle est notre ambition. Notre volonté, à nous Français, existe à coup sûr et notre ambition est claire. Le Marché commun est déjà une grande puissance économique. L'Europe unie devrait être aussi une véritable puissance politique ; une puissance européenne, ayant sa politique, sa défense et sa culture. Cette puissance gardera, des pays qui la composeront, les idéaux, les intérêts essentiels et naturellement les alliances, à commencer par l'alliance américaine. Mais c'est par elle-même qu'elle doit se constituer, et elle doit avoir la franchise d'affirmer ce qu'elle entend être.

Il est malheureusement clair qu'il n'existe pas à l'heure présente de volonté commune de s'engager dans une telle voie. C'est pourquoi tant de résistances, à l'intérieur comme à l'extérieur, s'opposent encore à ce que nous fassions tous ensemble les premiers pas, quels que puissent être, encore une fois, ces premiers pas. Les évolutions cependant sont inéluctables. Peut-être les premières se manifesteront-elles en dehors même des Six, lorsque certaines positions devront s'éclaircir. En tout cas, les succès dans le domaine économique que nous avons remportés, que nous continuerons à développer, y contribueront de manière décisive, tant ils font apparaître la solidarité croissante de nos pays et la nécessité d'en tirer les conséquences.

Le jour viendra aussi, où la Grande-Bretagne, qui n'y paraissait guère être en 1962-1963, se joindra à nous, parce que c'est, dans le monde nouveau qui se bâtit, sa vocation véritable. La France pour sa part le souhaite, comme elle souhaite que notre Europe finisse par trouver, elle aussi, sa vocation. A un moment où, de nouveau, et d'ailleurs inévitablement, les plus grands recomencent à chercher le dialogue direct, sinon exclusif, nous voudrions que cette Europe n'apparaisse pas comme un interlocuteur valable, alors que l'essentiel, y compris son propre destin, aurait été déjà engagé de manière irréversible. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

A mesure que le temps passe, que le monde des pays nouveaux se constitue, que le développement apparaît plus clairement comme l'impératif de l'époque, c'est davantage dans une perspective mondiale que se pose la question de l'Europe.

Il en est ainsi du moins, si l'on pense, comme nous, que la mission de nos pays est, tout à la fois, de redevenir un facteur essentiel dans l'équilibre général du monde, c'est-à-dire dans le maintien de la paix, de perpétuer un foyer irremplaçable de civilisation, humaine et d'apporter une contribution majeure à la grande œuvre de solidarité qu'est la promotion des moins développés.

D'une manière encore balbutiante, notamment dans le cadre de la coopération franco-allemande, la notion d'une action européenne conjointe pour le développement commence à se manifester. En attendant qu'elle prenne corps et qu'elle démontre son efficacité, la France, comme dans les autres domaines, doit poursuivre dans la voie où déjà, sur le plan national, elle se trouve profondément engagée.

La vocation de la France est universelle. Si notre pays veut garder sa figure — et peut-il avoir une autre ambition ? — elle doit le demeurer. Dans le passé, la France a joué un rôle décisif dans l'immense mouvement d'émancipation nationale qui, des États-Unis à l'Allemagne et à l'Italie, de l'Amérique latine à l'Europe centrale, a forgé le monde où nous vivons. Le problème moderne de l'émancipation et du développement du tiers monde, auquel la France apporte déjà une contribution essentielle par sa propre œuvre de décolonisation, est évidemment tout autre, et pour beaucoup, de nature économique. Il serait faux cependant de penser qu'il n'est que matériel, et que l'aide financière pourvoit à tout.

Le problème est aussi, peut-être d'abord, politique, car rien ni personne ne peut se substituer aux pays eux-mêmes, c'est-à-dire remplacer une volonté nationale par une volonté extérieure. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

Ici encore la France apporte à nouveau sa contribution par son exemple même, celui d'un Etat qui, sans être parmi les plus grands, affirme son indépendance, choisit lui-même sa voie, qui est celle de la liberté, ne cherche à rien imposer à quiconque et offre une collaboration fraternelle, dans le souci scrupuleux de la personnalité souveraine de chaque pays.

C'est ainsi, je le crois, que s'expliquent son audience chez les peuples les moins développés, le rétablissement de sa position en Asie, le maintien en Afrique maghrébine et en Afrique noire d'un capital de sympathie exceptionnel, le renouveau en son sein, de ses liens séculaires avec l'Amérique latine. Nous en avons recueilli le témoignage ému lors des voyages que le Président de la République a effectués récemment en Iran et au Mexique. Je ne doute pas qu'il en soit de même à l'occasion des visites projetées en Amérique du Sud pour l'automne prochain.

Notre témoignage a donc sa valeur et je ne pense pas qu'il puisse porter ombrage à quiconque. Il le peut d'autant moins que nous savons parfaitement que, dans le domaine propre de l'aide, nos moyens sont limités. Ils ne peuvent se comparer à certains autres, même s'il se trouve qu'en proportion l'effort d'aucun pays n'est aujourd'hui comparable à celui de la France.

Il est clair cependant que, si nos charges ont atteint leur limite, bien des problèmes se posent tous les jours pour en assurer le meilleur emploi, qu'il s'agisse de la répartition géographique ou qu'il s'agisse du choix des méthodes les plus efficaces. Je pense pour ma part que, conformément à notre génie, et compte tenu de nos responsabilités, c'est avant tout sur la formation des hommes qu'il convient de mettre l'accent. Cela signifie le développement de l'effort déjà magnifique de nos enseignants, qui font connaître partout notre langue et notre culture. Cela signifie un essor beaucoup plus grand de notre aide technique. La formation des hommes est le véritable, le seul moyen de mettre les pays sous-développés en mesure de faire eux-mêmes l'essentiel de la tâche, comme cela est indispensable, puisque, encore une fois, tout dépend, en définitive, pour chacun d'entre eux de l'effort propre qu'il aura su accomplir.

L'aide économique et financière est naturellement l'autre volet du diptyque. Elle est également nécessaire, étant entendu que le pays qui la reçoit doit être en mesure de l'utiliser à bon escient. Il est juste aussi qu'elle soit non pas toujours, mais souvent, liée aux opérations normales du commerce. On ne peut pas nier non plus qu'elle dépende, quant à sa justification et quant à sa valeur, des conditions économiques générales faites à ceux qui la reçoivent. J'entends par là les conditions dans lesquelles ils peuvent vendre sur les marchés mondiaux leurs propres produits. Nous trouvons ici la grande affaire de la stabilisation des prix des matières premières, des denrées agricoles et des produits tropicaux, objet premier de la conférence qui se tient en ce moment même à Genève. Affaire au sujet de laquelle la France a pris, pour sa part, l'initiative de propositions extrêmement positives. Nous sommes convaincus que si un système pouvait être mis sur pied — et nous en suggérons un — pour stabiliser les prix, sans provoquer automatiquement la création de nouveaux surplus, les problèmes des pays sous-développés seraient déjà plus qu'à moitié résolus. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

La France de jadis, qui refusait les aventures économiques, cultivait le malthusianisme et ne pratiquait guère l'expansion, avait connu cependant la passionnante aventure coloniale. Celle-ci est aujourd'hui terminée. Mais dès avant que le chapitre ait été clos, d'autres perspectives nationales sont apparues. Alors qu'à l'intérieur, un peuple rajeuni et croissant pouvait se concentrer sur son développement dans la stabilité monétaire retrouvée, au-dehors nous découvrons la grande entreprise européenne, rendue possible par la réconciliation franco-allemande, et l'aventure nouvelle de la promotion de l'homme, l'une et l'autre complémentaires, par conséquent inséparables. Parallèlement, un pays rénové retrouvait sa place dans le concert des nations. Telles sont, mesdames, messieurs, les voies où sont engagées aujourd'hui les affaires extérieures de la France. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

**M. le président.** La parole est à M. Duhamel. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique et sur divers bancs du centre démocratique et du groupe socialiste.*)

**M. Jacques Duhamel.** Monsieur le président, monsieur le Premier Ministre, messieurs les ministres, mes chers collègues, rarement la paix a paru plus assurée. Pourtant avec quelle douloureuse gravité le monde entier s'est-il interrogé, il y a quelques mois, après l'abominable assassinat du président Kennedy ; et avec quelle immédiate angoisse ceux qui, l'autre soir, avaient appris la nouvelle, heureusement fautive, de la mort de

M. Khrouchtchev se sont-ils demandé si l'évolution du monde allait être mise en cause par la disparition d'un homme !

C'est que la coexistence pacifique demeure fragile. Elle dépend encore pour l'essentiel, sinon de deux hommes, de deux Etats.

Il est vrai, monsieur le ministre des affaires étrangères, que, il y a maintenant cinquante ans, disparaissait une certaine conception de l'ordre mondial. Elle tenait au rapport de forces entre quelques nations européennes. Il est vrai que, voilà maintenant vingt ans, est apparue une nouvelle base à cet ordre planétaire. Elle repose sur les rapports de puissance entre deux empires nucléaires.

A l'automne de 1962 — vous l'avez rappelé — l'affaire de Cuba a permis d'apprécier, d'une manière exemplaire, le jeu de cet équilibre. Mais, peut-être, en a-t-elle marqué la limite et même annoncé le terme. La limite car, dans cet équilibre de terreur, les vraies puissances terrorisées furent les deux colosses qui, justement, connaissaient leur puissance.

La démesure même de leurs forces militaires en atténue la portée politique. De petits pays s'en sont rendu compte. Cela les autorise à quelques audaces nouvelles, à quelques querelles locales. L'ordre n'est pas figé dans le détail. Surtout la querelle idéologique entre la Chine populaire et l'Union soviétique a, depuis lors, débordé son cadre dogmatique : elle est d'ordre stratégique. La Chine s'éloigne de l'U. R. S. S. dans la mesure où l'Union soviétique paraît se rapprocher des Etats-Unis.

Aussi, la notion même de deux blocs pourrait-elle être, à terme, remise en cause. Ainsi peut s'imposer la recherche d'un nouvel ordre mondial.

Dans cette recherche, quelle est votre direction ? Quelle est votre action ? Votre politique cherche-t-elle à constituer une alliance continentale au sein de l'alliance atlantique pour la rééquilibrer, ce qui est nécessaire ? Votre politique cherche-t-elle à faire de l'Europe plus qu'une troisième masse, une troisième force, au besoin pour arbitrer ? Cherche-t-elle à séduire les pays sous-développés pour les emmener dans des voies non engagées où, d'ailleurs, certains se trouvent déjà ? Chercherait-elle même, comme certains le prétendent, à préparer, dans le secret, je ne sais quel renversement spectaculaire des alliances ?

Répondre comme vous l'avez fait et comme, mot à mot, l'a fait récemment le porte-parole du Gouvernement, par la notion d'indépendance dans la fidélité, cela fait penser un peu à la justification gênée d'un mari volage. (*Applaudissements et rires sur les bancs du rassemblement démocratique, du centre démocratique et du groupe socialiste.*)

Aussi bien, des contradictions apparaissent-elles, entre la fermeté systématique dont vous faites preuve à l'égard de l'Union Soviétique et le démantèlement de l'O. T. A. N. auquel vous procédez depuis 1959, vous apprêtant maintenant, dit-on, à retirer de ses états-majors les officiers de marine français. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Autre contradiction : entre la volonté de dégager, au maximum, l'Europe de l'emprise américaine et la solidarité dont vous manquez, au minimum, à l'égard de certains de ses membres, comme, récemment, à l'égard de la Grande-Bretagne.

Autre contradiction, entre ce désir d'inspirer le tiers monde et l'ironie formulée à l'égard de l'O. N. U., vers laquelle il regarde.

Autre contradiction, entre le refus de signer les accords de Moscou, parce que trop limités, et le refus de participer à la conférence de Genève où est patiemment poursuivie la recherche d'un désarmement général d'où jamais la France ne devrait être absente. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du centre démocratique et des groupes socialiste et communiste.*)

Tout cela déconcerte.

Si vos options fondamentales étaient plus faciles à déceler, alors certaines de vos récentes initiatives seraient plus faciles à approuver.

Car, de deux d'entre elles, appréciées isolément, et auxquelles vous avez tout à l'heure fait allusion, l'une justifie notre approbation, l'autre ne suscite pas notre désapprobation. Je veux parler de la politique agricole commune et de la reconnaissance diplomatique de la Chine populaire.

Fin décembre, à Bruxelles, vous avez — et vous très personnellement, monsieur le ministre des affaires étrangères — fait en sorte que, parvenu à mi-course, le Marché commun avance désormais en roue libre ; je veux dire que cette marche vers l'union économique semble maintenant irréversible.

Dans la nuit du 22 au 23 décembre dernier, un pas décisif a été franchi, non pas tant en raison des accords techniques qui ont été conclus, d'une valeur pratique parfois contestable,

mais en raison de la procédure qui a été retenue, la commission européenne s'était, en quelque sorte, découverte, ayant risqué son intervention et imposé son arbitrage.

Que s'est-il précisément passé ? Pour sortir d'une impasse fatale dans laquelle s'enguaient les six délégations, les six gouvernements, le président Hallstein a demandé une suspension de séance. Il voulait permettre à la commission européenne d'élaborer et de présenter une solution définitive.

Rien ne vous obligeait à accepter. Au contraire, une conception étroite de l'Europe, disons, des Etats, pour ne pas dire des patries, aurait pu vous conduire à refuser. Or vous avez accepté ; et, une heure après, vous avez été le premier à apporter votre approbation à la solution globale proposée par la commission européenne, seule une solution globale pouvant lever les douze désaccords particuliers qui subsistaient auparavant.

La commission européenne avait donc pris une initiative, risquant d'abord un refus, ensuite un échec. Elle a réussi. Elle a gagné. Vous l'y avez aidée. Nous vous en félicitons.

**M. Maurice Schumann**, président de la commission des affaires étrangères. Très bien !

**M. Jacques Duhamel**. Vous avez permis, en effet, une démonstration capitale, renouvelée la semaine dernière par l'adoption, sur la base des propositions de M. Marjolin, d'un plan conjoncturel de lutte contre l'inflation et, sur la base des propositions de M. Lapie, disons d'un embryon de politique énergétique commune. Vous avez permis une démonstration capitale : l'autorité objective de la commission européenne fait que six Etats ne sont pas face à face mais côte à côte. C'est cela l'Europe unie : une communauté où une autorité supranationale peut, aujourd'hui déjà, arbitrer et, au besoin, demain décider ; et non pas un collège où des gouvernements nationaux sont tenus de se réunir, mais non pas de s'accorder.

Mais peut-être suis-je en train de vous gêner, monsieur le ministre des affaires étrangères, en vous félicitant que l'intégration économique ait ainsi entamé son processus ou, plutôt, l'ait repris dans le sens voulu par ses promoteurs.

Car, c'est là la contradiction, votre Gouvernement, monsieur le Premier ministre, continue de s'opposer, en principe, à cette intégration alors même qu'il l'applique en pratique. Non, ce n'est pas sans importance. Car les actes prennent un autre sens, et comportent d'autres prolongements, quand ils sont en accord avec les idées.

Dans la construction européenne, l'esprit est essentiel à l'entreprise.

Cela est vrai aussi de la décision prise, fin janvier, par Paris d'établir des relations diplomatiques avec Pékin. Cela nous semble réaliste.

Aucun des grands sujets du monde — et pas seulement d'Asie — ne peut être abordé aujourd'hui sans la Chine, qu'il s'agisse de la coexistence, du désarmement ou du développement.

S'il s'agit de la coexistence pacifique, il suffit de rappeler que la place de la Chine a été reconnue dès 1954 alors, pourtant, qu'il s'agissait de la Chine affaiblie du Kuomintang.

S'il s'agit du désarmement général, quelle en serait la signification si l'armée chinoise était tenue à l'écart d'accords éventuels ?

Et s'il s'agit du développement, la Chine n'a-t-elle pas cette singularité de pouvoir prétendre à la fois au rôle de promoteur par ses méthodes et de promu par ses besoins ?

Dans quelle mesure cette reconnaissance va-t-elle contribuer à la stabilisation ou à l'amélioration de la situation, en particulier dans le Sud-Est asiatique ? Cela reste, bien sûr, à démontrer. Mais ce qui est certain, c'est que, sans la Chine, tout accord serait illusoire. La reconnaissance peut, à cet effet, faciliter une exploration.

Vous dira-t-on que le moment était inopportun ? Il y a toujours des gens pour déclarer inopportun dans le moment ce qu'ils prétendent trouver opportun dans le principe.

**M. le président de la commission des affaires étrangères**. Très bien !

**M. Jacques Duhamel**. En l'occurrence, ils font valoir que votre décision déplaisait en même temps aux Etats-Unis, en période pré-électorale pour leur président et à l'Union Soviétique, en querelle idéologique avec la Chine populaire.

Aux Etats-Unis, entre l'élection du président, du Sénat, de la Chambre des représentants, il est bien difficile de se glisser hors d'une période plus ou moins électorale. Quant à l'Union Soviétique, elle continue de souhaiter et de rechercher la représentation de Pékin dans les enceintes internationales. Dès lors, s'il était réaliste d'établir nos relations diplomatiques avec

la Chine populaire, il l'était aussi de le faire sans tarder davantage.

Seulement, il n'était pas indispensable de le faire dans un esprit je ne voudrais pas dire agressif, pédagogique à l'égard de notre allié américain (*Murmures sur les bancs de l'U. N. R. U. D. T.*) surtout, il était indispensable de le faire après une consultation réelle de nos principaux alliés et, singulièrement, du gouvernement de Bonn, plus intéressé que quiconque par le concept des deux Chines, en raison de la coupure actuelle de l'Allemagne, concept que au demeurant, Mao Tse Toung et Tchang Kai Chek sont tous deux d'accord pour rejeter.

C'est là une nouvelle contradiction. Vous voulez ériger d'une façon éminente, en Europe, le principe de la consultation. C'est le fondement de votre conception européenne. C'est la base du traité de coopération entre la France et l'Allemagne, que vous prétendez vouloir étendre à d'autres partenaires. Or vous ne respectez pas pleinement, à l'égard de l'Allemagne, le traité qui vous y oblige. La consultation tient plutôt de l'information ; et tout à l'heure, monsieur le ministre des affaires étrangères, vous avez employé les deux termes d'information et d'explication mais nullement de consultation ou de concertation. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du centre démocratique et du groupe socialiste.*)

Je veux bien que le mystère soit inhérent à la diplomatie, mais non pas, pour autant, l'ambiguïté à l'action. Quand la donne n'est pas claire, il semble trop aisément que l'on joue, sinon tous les jeux, du moins toutes les cartes. Que de cartes ont été ainsi tour à tour distribuées, brouillées, battues !

Ce fut d'abord le directeur à trois, qui ne reçut pas de vraie réponse des Etats-Unis : ils auraient dû refuser à l'Allemagne et à l'Italie ce qui était demandé par la France.

Puis ce fut la grande Europe, de l'Atlantique à l'Oural, qui ne reçut guère d'écho à Moscou : les Soviétiques n'ont pas besoin d'intermédiaire pour dialoguer avec les Américains. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

Puis ce fut le plan Fouchet, qui ne reçut pas l'accord de nos partenaires : cette conception intergouvernementale leur paraissait s'éloigner d'une construction unifiée.

Aussitôt après, c'est le traité franco-allemand, qui ne reçoit guère d'application. Au demeurant, le Bundestag avait, d'emblée, ôté sa signification à cette Sainte-Alliance.

Et maintenant, c'est le tiers monde, ou plutôt, sans doute, dans votre pensée, le cinquième monde, puisque l'Ouest européen se distingue des Anglo-Saxons et que la Chine populaire se sépare de l'Est européen.

Mais est-ce à notre mesure ? Déjà, par l'aide trop concentrée et mal répartie que nous apportons à l'Afrique française et la seule Algérie 42 p. 100 — nous sommes de tous les pays, et de très loin, celui qui consacre la plus large part de son revenu national par habitant à l'aide extérieure : 2,9 p. 100 selon l'O. C. D. E., 2,5 p. 100 selon le rapport Jeannevy. En chiffres — ce sont vos chiffres — sept milliards de francs ; pour la Grande-Bretagne, quatre milliards, et pour l'Allemagne, trois milliards environ.

Pouvons-nous faire plus ? Nul, je crois, ne le soutient, s'il y en a beaucoup qui considèrent que nous devrions faire moins, du moins tant que d'autres ne font pas autant.

Allons-nous alors reprendre ici pour donner là ? Nous parviendrions peut-être, ainsi, à la rigueur, à remplacer les Etats-Unis auprès du Cambodge, mais pas en Amérique latine.

**M. Robert-André Vivien**. C'est à voir.

**M. Jacques Duhamel**. Même s'il est vrai que l'Alliance pour le progrès y soutient parfois plus l'ordre que le progrès, et même si, dit-on, chez les peuples latins, les mots c'est déjà la moitié des crédits, il reste encore l'autre moitié : c'est trop. La déception risque de suivre l'illusion.

A travers ces cheminements successifs, quelle constante trouver, quel dénominateur commun ? Je n'en vois qu'un : le nationalisme.

Nationalisme diplomatique, qui n'est dénué ni de style ni de prestige, mais qui, pour écarter, avec raison, tout risque de dépendance, refuse, à tort, toute forme d'engagement, et conduit alors à l'isolement.

Nationalisme militaire, qui s'exprime dans la force de frappe, à la première génération tactiquement illusoire, et à la deuxième génération financièrement insupportable.

Nationalisme économique, qui maintient bilatérale l'aide aux Etats africains, dont l'emploi est plus contestable que le montant.

Certes, tout cela peut séduire et même éblouir. Les feux d'artifice aussi ! Mais quand les lampions sont éteints, que reste-t-il de la fête ? Que léguerons-nous à la jeunesse de demain ? La force d'une nation se mesure d'abord au taux de ses investissements, à la croissance de son économie, au sort fait à ses citoyens. Le grand rendez-vous du siècle est celui de la puissance avec la prospérité.

Craignez qu'une politique aujourd'hui trop fière ne prépare demain un pays trop fragile, que nous ne poursuivions un rêve disproportionné, que nous ne dissipions notre dynamisme retrouvé ! Craignez que nous ne sacrifions à la chimère de la grandeur le rythme du progrès. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

Pour les jeunes Etats, le nationalisme est une crise de croissance. Mais, pour les nations européennes, il serait la résurgence d'un signe de vieillesse. Les dépassements de frontières s'imposent à elles.

Car l'un des traits fondamentaux du monde contemporain tient au changement de dimensions qui, de la connaissance à l'équipement, de la production au marché, des communications à la sécurité, partout et sans cesse le marque.

Ne pas s'adapter à ces mutations, c'est, en vérité, renoncer, pour soi-même, à vivre au rythme accéléré de son temps. C'est, du même coup, renoncer, en fait, à peser d'un poids réel sur le destin de ce monde.

Or, qui en doute ? une dimension nouvelle s'offre à la France ; et cette dimension, c'est l'Europe. Nous pouvons acquérir pour l'Europe ce à quoi, sans doute, nous ne pouvons plus prétendre pour nous seuls : une véritable autonomie de puissance, une certaine indépendance d'action. Ce n'est pas un renoncement, comme disait M. Debré, c'est un dépassement.

Seulement, il faut le vouloir, le vouloir de toutes ses forces. Car cette construction c'est une révolution.

Nul ne prétend qu'on puisse la réaliser en une fois ; il y faut des étapes. Mais qui oserait prétendre qu'on puisse la concevoir par morceaux ?

L'Europe économique ? Mais elle comporte un pouvoir politique. L'Europe diplomatique ? Mais elle implique une unité politique. L'Europe militaire ? Mais elle suppose une autorité politique. Il n'est pas besoin de longue démonstration.

Le Marché commun est déjà politique. Lorsque la Communauté économique européenne fixera le prix commun des céréales, dira-t-on qu'il s'agit d'une mesure technique ? Lorsque la C. E. E. entamera, à l'occasion du Kennedy round, le dialogue des continents, dira-t-on qu'il s'agit d'une discussion commerciale ? Et lorsque, à la C. E. E., dans deux ans, la plupart des votes seront acquis à la majorité, dira-t-on qu'il s'agit d'une étape procédurale ?

Vous respectez, c'est vrai — et rigoureusement — les engagements du traité de Rome. Mais alors vous ne pouvez pas ne pas mesurer combien, non seulement pour accomplir mais pour afficher son unité, il est nécessaire que l'intégration économique s'achève, comme prévu, en intégration politique.

Alors, mais alors seulement, monsieur le ministre des affaires étrangères, la puissance économique donnerait à l'Europe son poids diplomatique, notamment à l'égard du tiers monde et au sein de l'alliance Atlantique.

Car ce n'est pas seulement la France, c'est l'Europe qui ne peut demeurer insensible et étrangère à l'œuvre de développement de ces nations qu'on a appelées prolétaires, où se joue peut-être notre destin, et où se mesure déjà notre morale. L'Europe, en unissant ses efforts, en partageant les charges, en proposant une méthode, pourrait apporter à ces pays un recours plus rassurant, plus humaniste, moins capitaliste ou moins collectiviste que d'autres.

A cette Europe, et à une Europe la plus élargie possible, nous estimons tous très nécessaire que soient reconnus une place plus digne, un rôle plus important au sein de l'alliance atlantique. Mais cela ira de pair avec son unité. Croyez-vous que vous y parviendrez en valorisant les nationalismes et en maintenant les divisions ?

Pour qu'il y ait équilibre entre deux partenaires, il faut une certaine égalité entre deux entités. Lorsque, à Philadelphie, le président Kennedy avait — vaguement, peut-être — lancé l'idée de *Partnership*, une voix européenne eût dû lui faire écho. Après tout, la proposition que M. Bevan reprit après la guerre d'un discours du général Marshall n'était guère plus précise. C'est pourtant de là que sont nés la coopération et, sans doute, le relèvement européen.

Indépendamment de la gratitude que ce souvenir nous impose, ce n'est pas en cherchant à dresser les nations européennes contre les Etats-Unis que l'on rend les relations entre

elles et eux moins étroites. On les rend plus directes. On accentue parfois même leur obédience.

Je sais bien que, souvent, le souci de sécurité les y conduit. C'est pourquoi il faut que l'Europe acquière une force militaire, une force nucléaire, de complément pour le moins.

La force de frappe est affaire de crédibilité. Elle doit être suffisante pour prétendre être une force de dissuasion de l'adversaire supposé, et même, ce qui peut-être vous importe plus, une force de persuasion de l'allié principal.

Rien ne permet aujourd'hui d'affirmer, mais l'hypothèse peut être faite, qu'un jour la plus grande vulnérabilité du territoire américain rende moins immédiate, moins automatique, la volonté des Etats-Unis de répliquer en Europe, si l'Europe paraissait seule menacée. Mais pouvez-vous me dire quel danger mortel viendrait menacer la France qui ne concernerait pas également l'Europe occidentale ?

Epuisante, ou illusoire, dans le cadre national, une force nucléaire est plus supportable, plus efficace, plus justifiée dans un cadre européen, surtout si l'Angleterre s'y associait, l'Allemagne étant écartée des fabrications les plus spécifiques.

Il reste, sans doute, qu'un commandement unique ne suffirait pas, qu'il faudrait une autorité unique ; car il est vrai qu'il ne peut y avoir qu'un doigt sur la détente, ou plutôt sur le bouton.

Difficile dépassement, certes, et qui ne nous concerne pas seuls. Mais ce qui est vrai pour nous l'est également pour les autres nations d'Europe, même si elles hésitent à l'admettre. Il faut leur en faire prendre conscience ; et il n'y a qu'une voie, c'est l'exemple.

Difficile entreprise, c'est vrai, que cette édification de l'Europe unie, et peut-être plus difficile aujourd'hui qu'hier, car l'élan initial a été brisé. Tout se tient, en effet. L'Europe ne peut être puissante, respectée, ambitieuse que si elle est institutionnalisée, unifiée, fédérale. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique.*) Qui refuse la fin se voit refuser les étapes. La grande innovation de l'après-guerre, qui compensa bien des erreurs, avait été de fonder sur la notion d'égalité les rapports entre peuples européens. Il faut y revenir : l'Europe sera égalitaire ou elle ne sera pas. Nous ne pouvons prétendre dominer l'Europe. Nous voulons pouvoir l'inspirer.

Vous dirai-je, monsieur le Premier ministre, qu'à mon sens le rayonnement d'un homme et de notre pays y serait parvenu si vous aviez poursuivi depuis quelques années, sur cette base, dans cet esprit, la construction de l'Europe.

Mais tel n'a pas été votre comportement. Vous avez donné une impression différente à nos partenaires d'Europe. Et c'est l'impression qui compte, d'où naît la confiance. Il suffit de relever, à cet effet, malheureusement, le vote intervenu, récemment, au Conseil de l'Europe où, par 94 voix contre 14, dont 11 voix françaises, votre politique a été incomprise.

Vous avez donné une impression différente à vos partenaires, tantôt en voulant dominer l'Europe au sein d'un directoire atlantique, dont je ne discute pas ici l'intérêt, tantôt en refusant de l'élargir, par un veto unilatéral, dont je ne discute pas ici le fond, tantôt en refusant de consulter vos partenaires pour vos initiatives extérieures, dont je ne conteste pas ici la valeur.

Mais, du coup, ne voyez-vous pas combien, en attendant que l'Europe trouve cette unité, l'Allemagne y établit sa suprématie, oh ! sans bruit, sans affichage, mais en concentrant sur l'Europe ses investissements et ses ambitions.

Il nous faut prendre garde. Il n'est que temps de nous reprendre, de reprendre dans l'égalité de principe cette marche vers l'unité de droit.

Il n'est pas trop tard. Il n'est jamais tout à fait trop tard. Une relance est encore possible. Seulement, il y faut une volonté, la foi. Celui qui n'est pas convaincu ne convainc pas les autres. Il faudra de la persévérance et de la modestie pour vaincre les réticences, parfois les méfiances, qui sont nées. Car il est vrai, comme vous l'avez souligné, qu'actuellement, déçus peut-être, soupçonneux aussi, nos voisins et partenaires ne marquent guère, non plus, d'empressement ni d'imagination pour cette construction de l'Europe unie. Mais ce devrait être l'objet constant de votre action, le souci renouvelé de votre recherche que de les y amener, de les y ramener.

Cette volonté, l'avez-vous ?

Je voudrais que notre pays n'ait pas, n'ait jamais à se reprocher d'avoir ralenti l'effort, semé le doute, permis l'hésitation, freiné l'élan.

Je voudrais que votre diplomatie applique là le réalisme qu'elle invoque.

Comme votre politique serait plus réaliste si elle pouvait être affirmée par l'Europe unie et non plus affichée par la France seule ! (Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du centre démocratique et du groupe socialiste.)

**M. le président.** La parole est à M. Bettencourt. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.)

**M. André Bettencourt.** Monsieur le Premier ministre, après la brillante intervention d'un membre de l'opposition, la mienne sera modeste puisqu'elle n'a d'autre prétention que d'apporter au Gouvernement une nouvelle à laquelle il s'attend : le discours de M. le ministre des affaires étrangères ne fera pas sortir de la majorité le groupe des républicains indépendants ! (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U. N. R.-U. D. T. — Rires sur divers bancs.)

Il reste que plusieurs prises de position, au cours de ces derniers mois, et que des débats tout récents qui se sont déroulés dans d'autres enceintes ont montré que notre politique étrangère, dans son allure comme dans ses desseins, surprend parfois en France, et qu'ailleurs elle inquiète certains de nos alliés.

Sans doute pouvons-nous nous réjouir du rang éminent, de la place singulière que la France occupe dans la vie internationale et pouvez-vous, monsieur le ministre des affaires étrangères, vous prévaloir de succès éclatants ?

Mais, sur le sens de ces succès, ne convient-il pas de s'interroger ? Notre diplomatie tient-elle suffisamment compte des données verticales qui doivent la conditionner ? Correspond-elle à nos besoins réels, aux exigences de notre économie ? Ne sacrifie-t-elle pas trop à la recherche d'un rang qui, pour être enviable, nous éloigne en fait des appuis dont nous continuons à ressentir le besoin ?

Telles sont les questions que nous nous posons parfois lorsque, spectateurs admiratifs d'une virtuosité diplomatique incontestable, nous nous interrogeons sur ses conséquences.

Il nous paraît qu'une grande politique, celle que vous êtes chargé de mener à bien, n'a de chance de succès que si un certain nombre de préalables sont satisfaits.

Le premier est celui de la stabilité politique intérieure de la France. Le second est l'enracinement de la France dans un système qui lui donne à la fois plus de poids et qui étende son influence. Je veux parler de l'Europe. Seul, et j'y reviens tout à l'heure, le resserrement de nos liens avec nos partenaires du continent européen peut permettre et justifier les entreprises plus vastes que la diplomatie française vient d'ébaucher.

Ces entreprises sont multiples. Il n'est pas un continent qu'elles négligent ; il n'est pas une forme d'action qu'elles ignorent. Les voyages du général de Gaulle sont là pour le prouver, comme le prouve l'aide importante apportée par la France à l'Afrique, aide dont la répartition et le volume nécessitent de régulières et honnêtes discussions, mais dont le principe n'est pas mis en cause par nous ; comme le prouve aussi la présence culturelle de la France dans tant de pays dans le monde, présence que nous voudrions voir encore renforcée, car il suffit parfois de quelques professeurs dans des pays où la France a presque disparu depuis vingt ans pour qu'aussitôt elle retrouve la place privilégiée de jadis.

Vous me permettrez de m'attarder un instant sur la plus récente et la plus spectaculaire de ces initiatives : la reconnaissance de la Chine populaire.

Posé il y a quinze ans, ce problème n'a pu recevoir de solution qu'aujourd'hui car nous étions trop divisés pour l'aborder franchement. Le 19 décembre 1952, je disais, à cette même tribune :

« Est-il certain que la Chine, même communiste, veuille toujours en passer par les directives de la Russie. N'y a-t-il pas d'autres possibilités qui, déjà se dessinent et qui, tôt ou tard, se feront jour ? »

« Ceux qui pensent à la possibilité de traiter avec la Chine et à reconnaître Mao Tse Toung à l'O. N. U., trouvant en cela un atout essentiel de négociation pour permettre d'en finir avec la guerre d'Indochine, heurtent ceux à qui ils en parlent. Quelques-uns affirment qu'il n'est pas possible d'envisager de telles opérations diplomatiques sans les concours et sans l'approbation de la puissance américaine. Mais quand bien même les Américains seraient nos meilleurs alliés, faut-il que leur politique soit toujours la nôtre ? »

Je le répète, c'était à cette tribune, le 19 décembre 1952. Je ne me cite pas pour le plaisir d'avoir eu plus ou moins raison, mais pour montrer que les problèmes qui se posaient alors se posent encore, dans des termes qui n'ont pas tellement changé.

Tandis qu'hier la France, puissance occidentale, perdait la face en Asie — ce qui, disons le franchement, faisait l'affaire de beaucoup —, aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique, chef de file du monde occidental et la plus grande puissance du monde, sont en cause et nul ne saurait moins s'en réjouir que nous, car les positions du monde occidental sont les nôtres.

Mais les Américains qui nous poussaient, dans notre propre intérêt, à la décolonisation, ne doivent pas s'étonner que, dans leur propre intérêt, nous puissions, à notre tour, souhaiter la négociation et la paix au Viet-Nam ; négociation dont la nécessité est plus évidente encore du fait que la Chine cette fois, est l'une des composantes : sept cents millions d'hommes, demain un milliard et, bientôt, la bombe atomique, le président Mao Tse Toung nous l'a annoncé lui-même de vive voix.

Il est clair que si les Etats-Unis mettaient toute leur puissance dans la balance, ils l'emporteraient. Dans cette affaire, hélas ! la puissance ne sert pas à grand chose quand, pour diverses considérations respectables, il paraît évident que les Américains sont décidés à ne pas employer la bombe atomique et à ne pas se lancer dans des opérations au Nord Viet-Nam.

Force nous est donc de constater que leur adversaire gardera l'avantage en utilisant les armes de son choix : guérilla et guerre psychologique dans le maniement desquelles il est passé maître depuis longtemps.

Dans ces conditions, une révision des politiques s'impose. Celle que nous proposons, la neutralisation, c'est-à-dire un système de garanties par les grandes puissances est-elle la bonne ? Ne peut-on pas craindre qu'elle conduise à une mainmise totale des autorités d'Hanoï sur l'ensemble du Viet-Nam et, par voie de conséquence, à une extension de la puissance de Pékin ?

La leçon de l'expérience n'est pas encourageante. Les garanties que devaient donner les accords du 20 juillet 1954 se sont révélées vaines. La commission internationale prévue par ces accords a échoué lamentablement.

Il n'en demeure pas moins qu'il faut sortir de l'impasse. Un Sud Viet-Nam neutralisé peut-il vivre à côté de la Chine comme la Finlande à côté de l'U. R. S. S. ? Un Viet-Nam neutralisé peut-il devenir une Yougoslavie au sein du monde asiatique ?

A nous d'aider dans cette recherche difficile pour qu'une solution — la meilleure ou la moins mauvaise — soit trouvée.

En tout état de cause, quelles que soient les critiques que l'on puisse faire à l'égard de la France, chacun doit constater que son attitude est totalement pacifique. L'autorité qu'on lui reconnaît à nouveau n'a probablement pas de meilleure cause. Le seul reproche que, précisément, on lui fait, est d'être partie d'Asie et, si l'on peut dire, sans laisser d'adresse. Elle en retrouve aujourd'hui une à Pékin où le nouvel ambassadeur de France, M. Paye, va renouer les fils de la politique française en Extrême-Orient. Cela étonne, cela dérange, cela inquiète.

Nous, nous vous disons, monsieur le ministre des affaires étrangères, que nous avons été d'accord pour reconnaître la Chine populaire, avec les répercussions regrettables mais quasi-inévitables que cette reconnaissance allait provoquer dans nos relations avec Formose.

Si la reconnaissance de la Chine doit permettre, sur le plan culturel et économique, quelques avantages réciproques, si elle nous apparaît comme un élément de rapprochement entre les continents ; si elle offre la possibilité pour la France d'un rayonnement nouveau dans des pays où traditionnellement elle était considérée comme une puissance amie ; si elle peut surtout aider au règlement vietnamien ; si elle peut servir finalement nos propres alliés et la paix, alors, oui, nous penserons que non seulement cette politique a été réaliste, mais qu'elle est heureuse.

Les initiatives de cette nature ne doivent toutefois pas nous éloigner de l'essentiel. Si, en raison même de son actualité, la reconnaissance de la Chine, avec tout ce qu'elle implique, occupe dans ce débat une place majeure, il convient, monsieur le ministre, pour nous, républicains indépendants, de vous souligner avec insistance notre volonté très arrêtée de voir l'Europe aller de l'avant. Nous croyons en effet qu'une grande politique internationale perdrait sa force et son sens sans cette base essentielle.

Il est d'une certaine façon plus facile d'esquisser les grandes lignes d'une politique internationale que de définir jour après jour, dans une incessante confrontation des intérêts, les règles de vie d'une Europe en marche vers son unité. Marche lente, marche douloureuse : quand l'un va de l'avant l'autre recule. Et ceux là-mêmes qui, devant les faiblesses d'une Europe anarchique, ont aidé de toutes leurs forces et non sans mérite à la construction européenne s'inquiètent aujourd'hui, au moment où celle-ci commence à prendre son essor.

Cette communauté des Six, après n'avoir eu longtemps qu'une moitié de marché commun, a, depuis décembre 1963, un vrai

marché ouvert à 173 millions de consommateurs. Voilà une réalité qui l'emporte sur tous les procès d'intention que l'on peut faire au Gouvernement, sur toutes les fausses querelles qui retardent l'Europe et qui, constatons-le au passage avec regret, sont trop souvent d'origine française.

Nous sommes par ailleurs heureux de voir que votre propre discours, monsieur le ministre, rejoint cette récente et pertinente affirmation du chancelier Ehrhard : Cette Communauté n'est pas le dernier mot de la sagesse.

Selon nous, l'objectif à atteindre par la Communauté économique reste, en effet, la coopération politique, premier pas vers l'unité politique.

Si les conclusions de la commission Fouchet ont été repoussées le 17 avril 1962, ce que certains de nos partenaires regrettent aujourd'hui, si le traité franco-allemand est venu en quelque sorte parachever la réconciliation des deux pays, mais plus encore prouver que ni la France, ni l'Allemagne ne renonçaient à coopérer pour faire l'Europe, la réunion des trois Communautés, prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1967, fait naître chez tous les Européens un nouvel espoir.

Faisons a priori confiance à cette commission européenne des Sages qui, le 1<sup>er</sup> janvier 1965, se mettra au travail.

M. Marjolin, de son côté, a déclaré que pour construire l'Europe de demain il fallait maintenant prévoir des « mécanismes institutionnels ». Nous souscrivons pleinement à cette façon de voir. Il faut préciser petit à petit les modalités d'une construction plus vaste, plus attractive, telle qu'un jour d'autres continuant de s'associer puis de se joindre aux Six, l'Europe ait enfin son vrai visage.

Le moment n'est-il pas venu, monsieur le ministre des affaires étrangères, d'aborder cette deuxième étape avec un nouveau souffle ?

De nouvelles initiatives sont nécessaires. L'idée même d'un Parlement européen élu au suffrage universel, avec les étapes qui ont été envisagées, n'aurait-elle pas intérêt à être maintenant reprise ? Notre groupe n'y verrait qu'avantage.

Le succès tout récent des recommandations françaises concernant le plan de stabilisation, les Six ayant abouti aux mêmes conclusions que la France — et cela est à porter à votre crédit et à celui de M. le ministre des finances — tend à prouver que si la France se donne la peine d'aller de l'avant, elle a des chances d'être suivie.

Alors je conclus : si la voix du général de Gaulle résonne aux limites du monde, si elle trouve un légitime écho dans tous les pays en voie de développement, n'est-elle pas susceptible d'apporter plus encore à l'Europe en marche de nouvelles raisons d'espérer ? Nous le souhaitons vivement.

Ainsi, la politique étrangère de la France, loin de faire peur ou d'éloigner, soucieuse des grandes évolutions qui se dessinent, fidèle à ses alliances, à ses amis, idéaliste dans ses conceptions, réaliste dans ses actes, restera fidèle aux quelques grands principes qui, par-delà toutes les erreurs passagères, doivent lui donner son élan et sa force. (Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U. N. R.-U. D. T.)

**M. le président.** La parole est à M. Réthoré. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

**M. Raymond Réthoré.** Monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, je ne partage pas l'émotion de ceux qui se sont inquiétés de la reconnaissance de la Chine par Paris. Cette émotion aurait sa raison d'être si nous étions un pays satellite cherchant, à chaque initiative, l'approbation ou l'encouragement de la puissance protectrice. Mais, Dieu merci, nous n'en sommes pas là et un peuple comme le nôtre ne s'abaisse pas jusque-là.

Est-ce se montrer inamical à l'égard d'un partenaire que de juger par soi-même et de décider en toute indépendance de ce que l'on considère comme l'intérêt national ? Le propre des pays du monde libre réside là justement.

Le Gouvernement français a-t-il, pour sa part, manifesté de la mauvaise humeur à l'égard des Etats-Unis d'Amérique lorsque ces derniers ont vendu à la Russie des Soviétiques leurs excédents de blé pour aider leurs fermiers, renforçant ainsi le communisme dans sa patrie d'origine bien plus que nous n'avons nous-même renforcé la Chine communiste par un acte de reconnaissance qui ne fait que constater un fait connu de chacun, à savoir que le communisme est établi à Pékin depuis de longues années ?

Ce même geste accompli au moment où aucune faille n'apparaissait, ni ne pouvait même être devinée, entre les deux capitales du monde communiste, aurait peut-être été une faute car il aurait renforcé le prestige d'un bloc de près d'un milliard d'hommes se réclamant d'un même idéal. Le même geste, au moment où il ne sert plus une dangereuse unité, à un autre caractère. Sans être inamical à l'égard de quiconque, il reconnaît

la propre individualité d'un immense pays qui a secoué la tutelle de son puissant partenaire, qui aspire à avoir ses propres satellites et qui se refuse à en être un lui-même.

J'invite ceux qui critiquent cette initiative à regarder la réalité des choses, à s'élever au-dessus des haines ou des sympathies, pour ne voir le monde qui nous entoure que tel qu'il est et à se pénétrer de l'idée que ce serait être bien misérable que de transporter dans le domaine de la politique étrangère ce qui sert ou dessert nos querelles de maison.

Pour juger de la Chine et de Formose, il faut les voir à l'échelle de la France. Par rapport à la Chine, en population et en superficie, Formose est à peu près ce qu'est la Corse par rapport à la France continentale. Un homme politique passerait-il pour avisé si un gouvernement étant à Paris, un autre à Ajaccio, établi et consolidé depuis des dizaines d'années, il hésitait à voir dans le premier le représentant effectif de la réalité française ?

Vendra-t-il à l'esprit de quiconque, dans cette Assemblée ou ailleurs, de dire que M. Couve de Murville a obéi à un penchant naturel de son esprit, et qu'il s'est laissé entraîner par sa sympathie intellectuelle, en reconnaissant Pékin ? Il s'est montré bon diplomate en mettant fin à une sorte de quarantaine qui, en fait, obliait une évolution qui a fait échapper la Chine à une sorte de tentative de protectorat russe.

A lire les critiques adressées à M. Pompidou et à son ministre des affaires étrangères par certains bien-pensants, on a comme le sentiment qu'ils regrettent de voir un rejeton communiste se séparer du tronc et, par-là, lui enlever de la force.

La logique n'est pas toujours dans la critique des meilleurs esprits, lorsqu'il s'agit pour eux de dénigrer un adversaire, comme elle n'est pas non plus dans ceux qui ne voient dans le heurt russo-chinois qu'une querelle doctrinale qui, comme tous les conflits idéologiques, peut s'apaiser et disparaître.

Peut-être donnerai-je à quelques-uns le sentiment de soutenir une thèse paradoxale, pour me singulariser, mais j'affirme avec force et conviction que le fossé qui s'est ouvert entre Pékin et Moscou ne fera que s'élargir jusqu'à provoquer une rupture totale, malgré des rapprochements qui ne seront jamais plus qu'éphémères, car cette rupture est le signe visible d'oppositions plus irréductibles que celles de croyances philosophiques ou politiques et elle plante ses racines dans un passé millénaire, dans le sol et dans l'histoire.

Ce n'est là qu'un exemple de plus parmi tous ceux qui marquent, à travers les siècles, comme les bornes routières de l'humanité et qui sont la preuve irréfutable que, depuis les premiers balbutiements de l'histoire jusqu'aux temps modernes, jamais, à aucun moment, la similitude d'idéal n'a été capable de faire disparaître les oppositions d'intérêts entre les nations ou d'arracher sa virulence à l'ambition des hommes.

Loin de moi l'idée d'une assimilation qui n'est pas dans mon esprit et qui apparaîtrait outrageante à quelques-uns. Mais puis-je me défendre de rappeler que ni le christianisme, ni l'islamisme en leurs commencements n'ont pu, malgré l'enthousiasme de leurs prophètes ou de leurs croyants, créer cette unité qu'ils annonçaient comme l'aube d'un monde nouveau où devaient se dissoudre à jamais les haines qui avaient tant de fois ensanglanté le passé !

Au cours d'une histoire plus que millénaire, il n'y a jamais eu qu'un seul exemple d'une paix universelle, la *pax romana*, celle que le vainqueur tout-puissant accorde au vaincu tombé au sol. Il est vraisemblable qu'il n'y en aura jamais d'autre.

Seuls, des esprits chimériques ou ignorants des deux peuples pouvaient s'imaginer que deux races aussi nombreuses et aussi différentes par le sang, par la langue et par les péripéties d'une si longue histoire que la chinoise et la russe pourraient n'avoir qu'une même direction et une vue identique, quand tout les opposait dans le passé et les oppose encore dans le présent, avec peut-être une brutalité plus grande encore.

La brisure dans ce qui paraissait le bloc uni de la Chine et de la Russie est plus sensible, plus éclatante, à cause de la puissance des partenaires, que celle qui opposa un jour Moscou à Belgrade, mais elle découle des mêmes causes. Russes et Yougoslaves sont, sans comparaison, plus proches que Russes et Chinois ; les légendes serbes du Moyen Age ont inspiré Pouchkine ; les langues des deux peuples ont des racines communes, et cependant c'est là que le premier démenti a été donné aux orgueilleuses théories du marxisme-léninisme, qui affirmaient sans réplique que quelque chose était enfin changé dans l'histoire du monde et que, désormais, le souffle purificateur du communisme avait fait taire les souvenirs nationaux comme des intérêts particuliers.

Vous vous souvenez, mesdames, messieurs, du mot si souvent cité de Goethe sur la Révolution française, et disant qu'une nouvelle ère venait de se lever dans l'histoire du monde !

L'éclat de tonnerre de Pékin annonce la fin d'une illusion pour ceux qui croyaient que l'on pouvait faire fi de l'enseignement de l'histoire et que le livre de Karl Marx serait désormais la bible indiscutée de tous les hommes. La doctrine qui devait réussir là où les croyances les plus fortes et les plus enthousiastes avaient échoué à faire l'unité du monde a désormais, elle aussi, ses commentateurs, ses hérétiques, ses excommuniés. Elle aura demain ses soldats, qui croiront se battre et mourir pour la vérité d'une doctrine alors qu'ils ne feront, comme leurs devanciers, que combattre pour les intérêts de la race et du sol.

Par une ironie qui se produit parfois dans l'histoire, c'est là où des doctrines nouvelles sont nées que le premier démenti leur est donné, lorsque le reste du monde croit encore en elles. Nulle part davantage qu'à Moscou les théoriciens du dogme nouveau n'ont affirmé avec autant de force que les idées de patrie, que les leçons du passé, que les mille liens de l'histoire, les intérêts nationaux étaient des conceptions bourgeoises balayées à jamais au grand vent de la révolution d'octobre. (Exclamations sur les bancs du groupe communiste.)

Et c'est dans la capitale de l'internationalisme, face au mausolée de Lénine, que son successeur Khrouchtchev affirme en fait, si l'on dépouille ses phrases de la rhétorique marxiste, que les idées que l'on disait mortes sont plus vivantes que jamais. Et le chef communiste russe ne fait que marcher sur la vieille route qu'emprunta avant lui Ivan le Terrible pour rassembler la terre russe, puis Pierre le Grand pour lui ouvrir une fenêtre sur l'Europe et, enfin, Staline pour la conduire sur des sommets de puissance encore jamais atteints.

Les Russes sont les Asiatiques de l'Europe, mais aussi les Européens de l'Asie. Ils ne sont pas, comme les Occidentaux, des étrangers sur cette terre qui est le prolongement de la leur, n'en est éloignée ni par des océans ni par des bras de mer. L'Asie les attire, les entraîne depuis les premiers balbutiements de leur lointaine histoire, obéissant à la loi qui a décidé du destin même du monde slave.

Comme un fleuve qui trace sa route là où il rencontre les moindres résistances, les Slaves se sont détournés de l'Occident, chassés qu'ils en étaient par les Germains, pour s'étendre dans les plaines de l'actuelle Ukraine, puis, de proche en proche, jusqu'à l'Oural et, au-delà de l'Oural, dans la Sibérie. Ils y trouvèrent des espaces immenses, peu peuplés et, là où ils l'étaient, par des populations qui, contrairement aux Germains, étaient à un stade de civilisation inférieur et surtout moins valeureux dans les combats. C'est ainsi que se peupla l'Oural, que la ville de Kazan, jadis citadelle tarlare sur la Volga, est devenue russe au milieu d'un territoire habité par les Russes qui submergèrent par leur nombre et russifièrent par leur culture les tribus tartares.

Ceux qui ne voudront pas porter un jugement hâtif, superficiel sur le conflit russo-chinois devront se pénétrer de ces faits et ils trouveront dans ces événements lointains, dans ces luttes hasardeuses et sans éclat, la source de cette opposition qui risque d'ébranler le monde et a des raisons plus durables qu'une manière différente d'interpréter les textes marxistes.

Ce fut le cosaque Ermak, emporté par sa fougue, par l'esprit d'aventure au début de sa mission qui, avec quelques milliers d'hommes, se lança à travers la Sibérie inconnue et entraîna à sa suite les armées régulières et la politique des tsars entrevoyant une porte sur la mer, toujours libre de glace.

Le traité de Nerchinsk, que regrettent à la fois les Chinois et les Russes, mit un terme aux incertitudes des frontières. Les premiers reprochèrent aux signataires du traité d'avoir fait perdre à la Chine d'immenses domaines. Les Russes ont toujours pensé qu'avec davantage d'efforts et de courage on eût pu obtenir mieux, c'est-à-dire les terres plus chaudes et plus riches de la Mandchourie.

Lorsque la Russie, en 1905, voulut effacer cette erreur, il était trop tard. On sait l'issue d'une guerre malheureuse qui ouvrit un moment des horizons immenses et qui consacra, au-delà de la perte du prestige des tsars, l'humiliation de la Russie. La marque en resta si profonde dans l'âme russe qu'au moment de l'écroulement du Japon, lors de la dernière guerre mondiale, une délégation d'officiers et de soldats soviétiques reçut mission de Staline de déposer une gerbe de fleurs sur les tombes des soldats tombés à Port-Arthur.

La Russie des tsars avait vu dans la Sibérie autre chose qu'un immense couloir menant à la mer libre. Elle en avait deviné la prodigieuse richesse du sol et du sous-sol, mais le régime se mourait et la défaite de Mandchourie scella ses ambitions d'un peuplement massif destiné à asseoir la Russie au bord du Pacifique.

C'est aux Soviétiques, et surtout à Staline, que devait revenir le mérite et la tâche de souder la Sibérie à la Russie par les liens

indissolubles du peuple. C'est un fait généralement ignoré que, depuis Staline, la densité la plus forte de Grands Russes n'est pas en Russie d'Europe, mais en Sibérie où elle dépasse souvent 90 p. 100 la population. La hantise de Staline était la faiblesse du peuplement russe en Extrême-Orient, qui n'est effectif que jusqu'au lac Baïkal et, après s'être couvert du côté de l'Ouest par les Etats satellites, il voulait protéger la Russie de la menace qui monte en Extrême-Orient.

La même inquiétude, sans doute, tourmente son successeur. J'ai lu, à maintes reprises, dans les revues soviétiques de langue russe des articles faisant état de l'accroissement vertigineux de la population chinoise, qui atteindra 850 millions d'habitants en 1970.

Ces fourmis jaunes en bleus de travail débordent des riches plaines alluviales de la Chine centrale pour monter à la conquête des hauts-plateaux de l'Asie.

Il y a quelques années, la *Pravda*, les *Izvestia*, *Sovietskaja Rossia*, *Ogoniok*, *Smièna* parlaient avec complaisance de la mise en valeur de la Chine par les techniciens soviétiques.

J'ai lu une brochure consacrée au fleuve Amour, que l'on appelait le « fleuve de l'amitié » et dans laquelle on parlait des projets de mise en valeur en commun des territoires qu'il traverse.

Dans un autre article, on soulignait l'immense portée de la création de ce chemin de fer qui, de Han-Keou au cœur de la Chine surpeuplée, monte à travers les collines, les montagnes, les semi-déserts, jusqu'au Turkestan chinois pour, à travers la province de Kouldja, atteindre la Russie sur la voie ferrée qui va du Turkestan à la Sibérie.

La presse russe ne parle plus de ce chemin de fer que l'on appelait celui de l'amitié. Sans doute s'est-on aperçu au Kremlin que sa première utilité serait de permettre aux colons chinois de peupler ces régions restées désertes et, en cas de conflit, d'amener les Chinois à la porte même de la Russie.

Ce qui, au-delà et plus durablement que des oppositions d'idéologie, élargit le fossé entre Moscou et Pékin est la prise de conscience de la Russie du fait que, si elle écrase l'Europe occidentale du poids de ses deux cents millions d'habitants, la Chine l'écrase à son tour de la masse de ses six cents millions d'habitants qui, tous les quatre ans, s'accroissent de la totalité de la population de la France.

Il y a longtemps que les hommes d'Etat modernes ont cessé, pour stimuler le courage de leur peuple, de citer les trois cents spartiates de Léonidas. Pour donner confiance dans le succès de leurs entreprises, ils parlent des dizaines de millions d'habitants de leur pays, de tonnes de houille, de gisements de fer, de puissances matérielles dont la suprématie leur assurera la victoire.

Moscou peut tenir ce langage à Paris, à Londres, à Rome. Mais, demain, ce sera Pékin qui le tiendra à la Russie. Etonnante évolution des choses ou, plutôt, conclusion surprenante des principes !

Lénine a posé comme une vérité respectée de tout communiste que la conquête coloniale imposée par la force des armes est le vol et que les descendants directs ont seuls un titre sur le sol où dorment leurs aïeux.

Cela était et reste vrai pour un communiste en ce qui concerne les Indes ou les territoires coloniaux. Mais que peut-il répondre à un Chinois qui, aujourd'hui, lui demande : « De quel droit avez-vous édifié Vladivostok sur une terre de parenté chinoise et l'avez-vous peuplé de Russes ? Où est la sincérité dans vos principes ? Vous avez, avec raison, débaptisé Saint-Petersbourg pour l'appeler Léninegrad, la ville de Lénine ; mais comment avez-vous pu laisser son nom à une ville à laquelle les tsars donnèrent celui, provocateur, de dominateur de l'Orient, Vladivostok ? »

« Sans cesse, vos journaux, vos hommes d'Etat vantent les richesses immenses de ces terres d'Asie que vos prédécesseurs, les tsars, ont arrachées par leurs généraux à nos ancêtres malheureux, et si le nom de Vladivostok sonne comme une dérision pour un internationaliste, que dire de celui de Khaharovsk, cette grande ville de plus de 200.000 habitants située sur la rive droite de l'Amour dont la rive gauche est chinoise tout au long de la frontière de Mandchourie et qui est le nom du colonel tsariste qui l'a fondée, nom que vous avez conservé, marquant par là que vous acceptez l'héritage matériel et spirituel des tsars quand il sert vos intérêts ? »

M. Charles Le Guesguen. Très bien !

M. Raymond Réthoré. Ces arguments qui se feront entendre avec de plus en plus de force au fur et à mesure que la Chine prendra de la puissance, sans doute Staline les pres-

sentait-il, lui qui établit en Sibérie des millions de Russes ; et en en peuplant l'Extrême-Orient que les Soviétiques appellent encore la province maritime, comme la désignaient les tsars, il voulut éviter que la fenêtre sur le Pacifique soit comme la fenêtre sur la Baltique de Pierre le Grand, serrée à en étouffer.

Ces contrées qui sont lointaines, étrangères aux hommes politiques de l'Europe occidentale, sont familières aux hommes d'Etat russes. L'histoire russe rappelle à ceux qui seraient tentés de l'oublier que c'est contre la Russie que l'Asie a d'abord frappé avant d'essayer d'atteindre l'Europe, et qu'elle frappera encore.

Lors de l'invasion tartare, les forêts de la Russie centrale ont servi de refuge aux Slaves contre la marée asiatique. Lorsqu'elle fut passée, ils en sont ressortis pour conquérir à leur tour.

Devant la marée nouvelle qui risque de déferler d'une Asie qui compte aujourd'hui 600 millions de Chinois, autant d'Hindous, et dont Mao Tsé-Toung rêve de prendre la conduite, où est la place de la Russie éternelle, tsariste ou soviétique, si elle veut survivre ?

Si elle se range du côté des multitudes venues d'Asie, elle aura le destin des quelques princes slaves qui, lors de la grande conquête mongole, suivirent les étendards des vainqueurs pour conserver leur pouvoir. Les historiens russes nous ont dit souvent la tristesse de leur sort : leurs maîtres arrogants les obligeaient chaque année, pour les humilier, à venir mettre genou en terre devant eux et à baisser leurs bottes.

Comme Staline, dont l'histoire impartiale dira que, s'il eut la cruauté d'Ivan le Terrible, il en eut la largeur de vues et fut, comme lui, un des grands rassembleurs de la terre russe, Khrouchtchev doit peupler la Sibérie pour qu'un jour il ne soit pas submergé par les multitudes venues de Chine.

C'est ce qui l'oppose à Pékin, avec le rappel incessant d'une histoire millénaire, le désir naturel à tout homme d'Etat russe de ne pas rendre aux Chinois les terres arrachées par les tsars ; c'est le même fessé infranchissable qui, lorsqu'il disparaîtra, sépara encore et davantage peut-être — car le danger sera plus pressant — ses successeurs du monde asiatique. Il leur faudra choisir, ou être avec l'Europe, contre les principes, et être sauvés ; ou être contre elle, en mourant dans l'orthodoxie communiste et atorés par la Chine.

Est-il un Russe pour oublier le précédent qui marque encore le destin de sa patrie, Byzance conquise, pillée, domestiquée par l'Asie de Mahomet, pour n'avoir pas voulu à temps accepter les armes et le secours de l'Occident, parce que c'était le monde catholique qui les lui apportait ? (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

**M. le président.** La parole est à M. Odru. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

**M. Louis Odru.** Mesdames, messieurs, après la chevauchée cosaque de M. Réthoré (Sourires sur les bancs du groupe communiste), nous reviendrons, si vous le voulez bien, à l'ordre du jour de nos travaux.

**M. Roger Roucaute.** Très bien !

**M. Louis Odru.** L'opinion publique mondiale a accueilli avec un faveur indiscutable la décision des Etats-Unis, de l'Union soviétique et de la Grande-Bretagne de réduire sensiblement leur production d'uranium à des fins militaires.

Quoi qu'en disent les milieux officiels français, cette mesure, faisant suite au traité de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires les plus dangereux et à l'interdiction de la mise sur orbite d'engins porteurs d'armes atomiques, marque une étape nouvelle sur la voie de la détente internationale.

Ce n'est, certes pas en soi, une mesure de désarmement ; mais, nul ne peut s'y tromper, c'est un coup de frein à la course aux armements et nous regrettons que le pouvoir refuse de s'associer à une telle décision. Nous le regrettons d'autant plus vivement que notre pays pourrait jouer un rôle capital en faveur de la coexistence pacifique et de la détente internationale en prenant des initiatives constructives en faveur du désarmement, cette question essentielle dont dépendent à notre époque le présent et l'avenir de l'humanité.

La France y gagnerait un grand prestige. Au lieu de cela, la décision gaulliste de poursuivre les expériences nucléaires lui aliène l'amitié des peuples sur tous les continents.

Qu'on ne nous dise pas, comme une sorte de justification, que les essais français ne sont pas assez puissants pour élever dangereusement le taux de la radioactivité dans l'atmosphère.

Le seul fait pour la France de ne pas s'associer aux accords de Moscou, le fait qu'elle est avec la République populaire de

Chine la seule parmi les grandes puissances à ne pas avoir signé ces accords, est un encouragement à persévérer dans la course à la mort, un redoutable exemple dont tous les peuples peuvent craindre qu'il pourrait, hélas ! être suivi par d'autres.

Mais nous voulons dire ici, de cette tribune, la première de notre pays, que la pensée de la France sur ce sujet essentiel s'exprime dans nos usines, nos écoles et nos quartiers, ainsi qu'en témoignerait, s'il le fallait, le récent rassemblement populaire de Sceaux, bien plus vaiblement que sur les ondes officielles de la radio-télévision.

Dans son dernier discours télévisé, le chef de l'Etat, sans doute parce qu'il sentait se développer l'opposition du pays à la force de frappe, a tenté de la justifier en arguant à ce propos la nécessité d'assurer la sécurité et l'indépendance de la France. Il a affirmé que la France était en « danger de destruction et d'invasion ». Il a prétendu que l'Union soviétique faisait peser sur le monde « la menace d'un terrible conflit ».

On est stupéfait qu'une déclaration d'une telle gravité ait pu être énoncée par un chef d'Etat en avril 1964 sans être assortie de la moindre preuve.

La déclaration du Président de la République est en contradiction avec celle du Premier ministre de Grande-Bretagne, Sir Alec Douglas Home, affirmant dernièrement : « Le danger de guerre avec l'U. R. S. S. est, à mon avis, disparu ».

Elle est en contradiction, monsieur le ministre des affaires étrangères, avec l'interview que vous avez accordée le 14 février dernier au directeur du journal italien *Il Corriere della Sera* à qui vous déclariez, fort justement, au sujet des relations Est-Ouest : « Il n'y a, à l'horizon, aucune menace de guerre ».

Elle est en contradiction avec les faits. Il est visible — et les communistes ne sont pas seuls à le constater — que le chef de l'Etat a besoin d'une « menace soviétique » pour justifier les sommes astronomiques de plus en plus insupportables qu'il impose au pays pour financer sa force de frappe. Il est vrai que, dans cet étrange monde dit « libre » auquel appartient le Portugal de Salazar, l'épouvantail de la « menace soviétique » est facilement agité. Pour ce qui les concerne, les Etats-Unis ne se prétendent-ils pas menacés par Cuba et par les Vietnamiens ?

Une chose est certaine, c'est que sans la vigilance des peuples et la sage politique de coexistence pacifique de l'Union soviétique, quelles graves conséquences pourraient avoir des déclarations aussi irréfutables que celles que nous venons de dénoncer !

Mesdames, messieurs, loin d'assurer la sécurité de notre pays, la force de frappe risquerait, en cas de conflit, de le transformer en un désert radioactif. Non seulement elle ne peut en aucun cas être une protection mais elle n'est pas non plus, contrairement à ce que l'on voudrait faire croire au peuple français, une garantie pour notre indépendance nationale. Les Mirage IV chargés de transporter les bombes nucléaires doivent être dotés de réacteurs américains. Ils ont besoin de ravitailleurs américains et sont tributaires du système américain de radar en Europe.

Au reste, même dans le domaine économique, cette indépendance dont se targue tant le pouvoir est toute relative. Ce n'est un secret pour personne que la France ne peut, sans l'accord des U. S. A., vendre des *Caravelle* à la Chine car certains de leurs éléments sont de fabrication américaine. La pénétration des capitaux américains et l'implantation des firmes américaines ne cessent d'augmenter. Le *New York Herald Tribune* pouvait, le 15 avril dernier, se payer le luxe du titre suivant : « Les machines Bull, avec l'approbation du Gouvernement français, ouvrent leurs portes à la *General Electric* ». C'est sur ce fait particulier, l'illustration la plus récente de la déclaration du Premier ministre français : « Les divergences entre la France et les Etats-Unis sont de surface, de méthodes ou de détails et sur le fond nous restons profondément amis et d'accord ».

Cette déclaration permet d'apprécier à sa juste valeur la prétendue indépendance, l'originalité, l'esprit novateur, voire l'anti-américanisme du pouvoir.

Le « fond » sur lequel se fait cet accord, c'est notamment la poursuite, au sein de l'Alliance atlantique, d'une politique de guerre froide et de soutien des revendications revanchardes du Gouvernement de Bonn, y compris la possession des armes atomiques.

Le Président de la République, lors de sa conférence de presse de janvier 1963, ne répondait-il pas à un journaliste, qui lui demandait des précisions à ce sujet : « en l'occurrence, il appartient à l'Allemagne de dire ce qu'elle veut et de mener sa politique » ? Et le chancelier Erhard, en écho, déclarait à Göttingen, le 21 avril écoulé : « Nous participons activement à la mise sur pied d'une force multilatérale », ce qui, je le souligne, est contraire à la clause des accords de Paris interdisant à la République fédérale allemande la disposition d'armes atomiques.

Qu'on ne prétende pas que l'encadrement de la Bundeswehr dans le Pacte atlantique est la garantie qu'elle ne pourra employer ces armes pour satisfaire ses propres ambitions.

Le poids spécifique de la Bundeswehr au sein du Pacte atlantique n'a cessé de grandir. C'est elle qui possède le plus fort contingent de forces terrestres en Europe. Le nombre des généraux allemands — du genre du général nazi Trettner — dans les différents états-majors de l'O. T. A. N. est en augmentation constante. Il est passé de 18 en 1959, à 30 en 1963, et au cours du premier semestre de 1963, ce nombre est passé de 4 à 7 au quartier général européen de l'O. T. A. N.

La République fédérale a annoncé qu'elle était prête à participer, dans la proportion de 40 p. 100, aux frais de la force de frappe multilatérale. Le ministre de la guerre Von Hassel a rappelé qu'il considérait que la Bundeswehr devrait être équipée d'armes atomiques tactiques jusqu'à l'échelon de la division compris. Et, le 14 avril dernier, il annonçait que les Etats-Unis fourniraient presque sûrement à la marine fédérale trois destroyers porteurs de missiles. Il n'y a eu aucun démenti depuis cette date.

Dans une récente interview, monsieur le ministre des affaires étrangères, vous disiez, donnant les raisons de la reconnaissance par la France de la République populaire de Chine, que c'était un fait, qu'elle existait. Nous nous réjouissons qu'une réalité dont nous réclamons depuis quinze ans la reconnaissance ait enfin été perçue par les sphères dirigeantes de notre pays.

Mais pourtant c'est aussi un fait que la République démocratique allemande existe.

Vous considérez, monsieur le ministre, que le régime de la R. D. A. n'est pas « allemand ». A un régime qui apprend aux enfants des écoles l'horreur des crimes nazis et les méfaits de l'impérialisme allemand, le pouvoir préfère donc, comme authentiquement allemand, celui de la République fédérale où l'on apprend aux jeunes, dans une brochure intitulée Landwehrheft, tirée à vingt millions d'exemplaires à leur usage, que les années 1938 et 1940 furent des années de grandes victoires.

Le pouvoir refuse de reconnaître une Allemagne qui propose, comme vient de le faire la République démocratique allemande, un accord des deux Etats allemands renonçant aux armes nucléaires, afin — je cite — « d'empêcher qu'au point de jonction des deux plus grandes alliances militaires du monde, les causes de conflagration continuent à être accumulées ».

Mais le pouvoir renouvelle, comme on l'a vu à l'occasion de la récente visite du chancelier Erhard, « le soutien de la France à la République fédérale en ce qui concerne la réunification et Berlin ». Et cela au moment même où la presse ouest-allemande écrit à propos du traité de renonciation à la force pour le règlement des questions territoriales proposé par l'Union soviétique : « Une signature allemande sous une renonciation de recours à la force à la façon de Moscou impliquerait pratiquement l'enterrement de tous les espoirs que quelque chose puisse changer à la division et à la mutilation de l'Allemagne ».

La véritable réconciliation franco-allemande, à laquelle aspire notre peuple, ne peut se faire que dans la lutte commune des deux peuples pour imposer la conclusion d'un traité de paix avec les deux Etats allemands, dans la lutte pour la reconnaissance définitive de leurs frontières actuelles, dans la lutte pour la neutralisation de Berlin-Ouest, dans la lutte pour l'unification de l'Allemagne non point par « l'aventure militaire à l'Est », mais par voie de négociations entre la République fédérale et la République démocratique, non point par le resserrement des liens entre l'armée française et l'armée ouest-allemande, mais dans la lutte pour le désarmement général contre toute force de frappe, qu'elle soit française, européenne ou multilatérale (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste), contre la dictature des monopoles et des militaristes coalisés.

L'alliance militaire de Gaulle-Adenauer, pour l'appeler par son nom, vise entre autres à favoriser le dessein du Gouvernement de jouer un plus grand rôle dans l'Alliance atlantique, comme tend aujourd'hui encore à l'y aider le retrait annoncé des officiers de marine français des états-majors de l'O. T. A. N. Mais cette alliance a, en définitive, fait le jeu du militarisme allemand dont elle a encore attisé les ambitions, et dont les représentants prétendent parler maintenant « au nom de l'Europe » et dans les discussions parlent haut à leurs autres partenaires européens, assurés qu'ils sont par ailleurs d'un soutien actif américain.

C'est en direction de la signature d'un traité de non agression entre les puissances de l'O. T. A. N. et celles du pacte de Varsovie que le Gouvernement devrait multiplier ses efforts, c'est à la destruction de toutes les armes atomiques qu'il devrait travailler sans relâche.

En tout état de cause le traité franco-allemand de l'Elysée, la poursuite de la politique de force de frappe, le soutien du

militarisme allemand sont en opposition totale avec l'intérêt national du peuple français et celui du peuple allemand.

Mesdames, messieurs, les événements dont le Sud-Est asiatique est aujourd'hui le théâtre suscitent l'inquiétude du peuple français. Nous approuvons, nous l'avons déjà dit, même si elle a été tardive et dictée par certaines arrière-pensées, la reconnaissance par le pouvoir de la République populaire de Chine.

Nous considérons comme positives, parce qu'elles tiennent compte de la réalité, les déclarations gouvernementales en faveur de la neutralité du Laos et du Cambodge. Mais les opérations de guerre menées par les Américains au Sud Viet-Nam, y compris l'utilisation du napalm, le récent coup de force réactionnaire au Laos, les menaces qui pèsent sur la neutralité et l'intégrité territoriale du Cambodge, les projets américains d'extension de la guerre au Nord Viet-Nam, exigent davantage de la part du Gouvernement français. D'autant que des déclarations, dangereuses celles-là, viennent d'être prononcées : par vous-même, monsieur le ministre des affaires étrangères, qui estimez — je vous cite — que « dans cette partie du monde, comme dans les autres, nos intérêts et nos buts sont les mêmes » que ceux des Américains, à savoir, précisez-vous « que ces pays ne tombent pas sous la domination communiste ».

Vous ajoutez : « Le Viet-Nam est actuellement un problème très délicat, une affaire dans laquelle les Etats-Unis, nos amis, sont profondément engagés et pour laquelle ils assument la plus grande part, sinon la seule part, de l'effort à faire ».

A son retour du Japon, M. le Premier ministre déclare : « Nous ne faisons rien pour entraver les efforts américains ».

Eh bien, non ! L'effort à faire dans cette partie du monde, ce n'est pas, au nom de l'anticommunisme, de déclencher, ou de laisser mener une nouvelle « sale guerre ». L'effort à faire pour la France ne consiste pas à laisser pourrir une situation tout en ayant l'air de se donner, par des déclarations rassurantes de ses gouvernants, bonne conscience.

Nous pensons qu'il est du devoir du Gouvernement français de condamner le recours aux armes, ou les menaces des Etats-Unis d'Amérique contre les peuples du Laos, du Cambodge et du Viet-Nam, aussi bien au Sud qu'au Nord du 17<sup>e</sup> parallèle.

Le Gouvernement français, en persistant à ne reconnaître que le gouvernement fantoche de Saïgon, prête, qu'il le veuille ou non, son concours aux entreprises américaines de violence. Il portera une lourde part de responsabilité dans les dramatiques conséquences que ces entreprises peuvent avoir demain. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

Il ne faut plus tarder et notre peuple attend les initiatives officielles indispensables pour l'application des accords de Genève, la reconnaissance officielle de la République démocratique du Viet-Nam et l'établissement avec elle de rapports normaux sur la base de la réciprocité, pour le rétablissement de la neutralité au Laos, pour le maintien de celle du Cambodge et la garantie internationale des frontières de ce dernier pays, pour la neutralisation du Sud Viet-Nam, première étape vers la réunification du Viet-Nam.

Soutiendrons-nous longtemps encore les gouvernants anti-français du Sud Viet-Nam imposés à un peuple héroïque par les baïonnettes et le napalm américains ?

Le Gouvernement français ne pense-t-il pas qu'il doit sans attendre condamner solennellement les intentions américaines de porter la guerre directement ou par personne interposée sur le territoire de la République démocratique du Viet-Nam, qu'il doit publiquement demander le départ des conseillers militaires américains installés au Sud Viet-Nam ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

Les déclarations d'intentions ne suffisent plus. L'intérêt national français, le prestige de notre pays en Asie, la cause de la paix mondiale exigent du Gouvernement français des prises de position sans équivoque pour empêcher que n'éclate l'orage qui menace dangereusement cette partie du monde.

Mesdames, messieurs, on a fait état dans ce débat de certaines démarches réalistes du Gouvernement dans le domaine de nos relations extérieures.

Ce que nous voulons, c'est que de telles démarches précèdent l'événement plutôt que de le suivre et qu'elles s'inscrivent, en ce monde en pleine transformation, dans la seule perspective valable, celle du désarmement, de la coexistence, de la paix et de l'amitié entre tous les peuples. Faire de nécessité vertu ne peut servir de fondement à une grande politique extérieure française, pas plus que les arrière-pensées, l'utilisation plus ou moins astucieuse des contradictions ou les positions équivoques.

Nous sommes en 1964 et non plus au temps de Richelieu. Les diplomates ne règlent plus seuls les affaires du monde. La diplomatie et la politique sont, heureusement, descendues dans la rue et les peuples sont parties prenantes. Notre peuple veut une

politique extérieure au service de la nation et de la paix et non au service des grandes sociétés capitalistes qui, pour l'heure, dirigent les affaires de notre pays.

Le parti communiste considère que la France devrait s'engager résolument dans la voie de la détente internationale, dans la voie de la négociation pour régler tous les problèmes en suspens, dans une politique active de coexistence pacifique, de coopération avec tous les peuples, sans exclusive. Dans ce sens, le programme que notre parti soumet à la discussion de toutes les forces démocratiques, de tous les Français, propose les objectifs suivants :

Premièrement, l'application d'une politique hardie allant dans le sens du désarmement général et contrôlé, comportant l'abandon de toute force de frappe, qu'elle soit française, européenne ou multilatérale, la signature du traité de Moscou interdisant les essais nucléaires les plus dangereux, la participation de la France à la conférence de Genève où elle devrait apporter sa contribution à la mise en œuvre de mesures nouvelles de désarmement. Le désarmement constitue l'objectif central de la lutte pour la paix ; sa réalisation permettrait d'éliminer les graves dangers de guerre que fait courir sur la planète l'accumulation de quatre-vingts tonnes d'explosifs par habitant. Ce serait la garantie d'une paix définitive, d'une solide coexistence pacifique.

Deuxièmement, le règlement négocié du problème allemand par la conclusion d'un traité de paix avec les deux États allemands, la solution pacifique du problème de Berlin-Ouest, la reconnaissance de la République démocratique allemande.

Troisièmement, l'établissement avec tous les pays politiquement libérés de la colonisation de rapports fondés sur l'entière égalité des droits, le respect de la souveraineté, c'est-à-dire une véritable coopération, ce qui n'est pas le cas au Gabon et au Cameroun, par exemple, ni dans les relations avec l'Angola et le gouvernement raciste d'Afrique du Sud.

Quatrièmement, le développement des échanges économiques, commerciaux et culturels avec tous les pays.

A l'heure où notre peuple perçoit chaque jour plus clairement le contenu réel de la politique gaulliste, aussi bien son caractère anti-social dans le domaine intérieur que de course aux armements et de démagogie nationaliste à l'extérieur, au lendemain du rassemblement de Sceaux qui inaugure une puissante campagne pacifique à travers tout le pays, nous faisons appel à tous les Français pour qu'ils s'unissent et renforcent leur lutte afin que le respect de la volonté populaire de désarmement et de paix s'impose comme une absolue nécessité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

**M. le président.** La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

— 3 —

#### ORDRE DU JOUR

**M. le président.** Ce soir, à vingt et une heures, deuxième séance publique :

Suite du débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère.

La séance est levée.

(*La séance est levée à dix-huit heures vingt minutes.*)

*Le Chef de service de la sténographie  
de l'Assemblée nationale,*

RENÉ MASSON.

(Le compte rendu intégral de la 2<sup>e</sup> séance de ce jour sera distribué ultérieurement.)